



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES DELICES DES 7 VALLEES

ZAC les Vingt-huit
62127 Tincques

Références : 178-2025
Code AIOT : 0007004349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement LES DELICES DES 7 VALLEES implanté ZAC les Vingt-huit 62127 Tincques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES DELICES DES 7 VALLEES
- ZAC les Vingt-huit 62127 Tincques
- Code AIOT : 0007004349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La Société LES DELICES DES 7 VALLEES, intégrée au groupe MADEMOISELLE DESSERTS, exploite à

TINCQUES une usine de fabrication de pâtisseries industrielles cuites et surgelées.

Les produits fabriqués se répartissent au sein des familles suivantes :

- les pâtisseries à base de pâte briochée : coquilles, brioches, tropéziennes, beignets, donuts, cookies... ;
- les pâtisseries à base de pâte liquide : muffins, cakes.

L'entreprise emploie actuellement environ 450 personnes.

L'activité a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2010. Des prescriptions complémentaires ont ensuite été imposées par arrêté du 18 décembre 2013, dans le cadre d'une extension du site et de la demande visant à traiter les effluents du site d'Aubigny-en-Artois sur le site de Tincques.

Un dossier de porter à connaissance a conduit à de nouvelles prescriptions complémentaires, imposées par arrêté du 3 juillet 2015. La création d'un second bâtiment a conduit à la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale, par arrêté préfectoral du 18 décembre 2020.

Le site est globalement soumis à autorisation sous la rubrique 2750 et à enregistrement sous les rubriques 2220.2.a et 2221.1.

Les installations de production de froid font appel au CO₂ ainsi qu'à des fluides fluorés. L'arrêté du 18 décembre 2020 mentionne la présence de six centrales froid positif contenant chacune 150 kg de R134a, soit un total de 900 kg de fluide R134a (HFC).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors du contrôle, outre l'actualisation de la situation du site vis-à-vis de la rubrique 1185, il a été demandé à l'exploitant d'examiner les rubriques et seuils d'activité visés à l'article 1.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 18 décembre 2020 et d'informer l'inspection de toute évolution notable.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Mélanges HFC/HFO	Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Mise en demeure, produits chimiques	2 mois
12	Contrôle périodique	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Mise en demeure, produits chimiques	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des équipements			
14	Délai de réparation des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Mise en demeure, produits chimiques	2 mois
16	Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
19	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
21	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
2	Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1	Sans objet
3	Contrôles d'étanchéité (CFC ou HCFC)	Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3	Sans objet
5	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
7	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet
10	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Sans objet
11	Attestations	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des opérateurs	28/12/2015, article R.543-78	
13	Prévention des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3	Sans objet
15	Système de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
17	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
18	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever les non-conformités suivantes :

- l'exploitant ne dispose pas d'un inventaire des équipements contenant plus de 2 kg de fluide frigorigène conforme au point 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 04/08/2014 susvisé ;
- l'exploitant ne dispose pas du registre mentionné à l'article 7.1 du règlement 2024/573 du 07/02/2024 susvisé ;
- les fiches d'intervention disponibles auprès de l'exploitant ne sont pas systématiquement contresignées et leur durée d'archivage doit être au minimum de cinq ans conformément à l'article R.543-82 du Code de l'environnement ;
- l'examen des fiches d'intervention disponibles auprès de l'exploitant montre que la périodicité des contrôles d'étanchéité prévus par l'article 5.6 du règlement 2024/573 du 07/02/2024 et par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 susvisés n'est pas systématiquement respectée (machine à glace ZBE1200 n°116608 et centrale 2015) ;
- le contrôle effectué le 08/01/2025 sur l'équipement Mitsubishi PUHY-P400YHM-A après réparation n'a pas été suivi d'un nouveau contrôle d'étanchéité entre 24H et 1 mois suivant cette réparation, comme l'impose l'article 4.5 du règlement 2024/573 du 07/02/2024 susvisé ;
- l'étiquetage des équipements ne comporte pas systématiquement les indications prévues à l'article 12.3 du règlement 2024/573 du 07/02/2024 susvisé ;

Un délai de 2 mois est proposé pour permettre à l'exploitant de se mettre en conformité.

L'exploitant devra en outre prendre attache auprès des opérateurs agréés auxquels il confie la maintenance et le contrôle de ses installations frigorifiques afin que ceux-ci remédient sous ce même délai aux défauts relevés sur les marques de contrôle d'étanchéité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité de fluide employé dans des équipements clos en exploitation visées dans l'arrêté d'autorisation du 18/12/2020 soumettent le site à déclaration sous la rubrique 1185. Il apparaît, sous réserve des conclusions du recensement exhaustif des installations concernées à effectuer par l'exploitant (voir point de contrôle "inventaire des équipements"), que le site ne serait plus soumis à déclaration, la quantité cumulée de fluide résultant des observations faites lors de l'inspection étant inférieure à 300 kg. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance de l'inspection par l'exploitant. Il lui appartient de se prononcer sur la situation de l'établissement vis-à-vis de la rubrique 1185.</p> <p>S'agissant des fluides HFC utilisés, à ce jour l'exploitant n'est pas en mesure de se prononcer sur une substitution éventuelle ni sur des délais associés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.
Constats : Des renseignements recueillis lors de l'inspection, il apparaît que l'exploitant ne met pas en œuvre de CFC ou HCFC au sein de ses installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles d'étanchéité (CFC ou HCFC)

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 3. Les exploitants d'équipements de réfrigération et de climatisation ou de pompes à chaleur, ou de systèmes de protection contre les incendies, y compris leurs circuits, qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I, veillent à ce que cet équipement fixe ou ces systèmes : a) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 3 kg mais inférieure à 30 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les douze mois, à l'exception des équipements comportant des systèmes hermétiquement scellés étiquetés comme tels et qui contiennent moins de 6 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I ; b) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 30 kg mais inférieure à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les six mois; c) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les trois mois.
Constats : Des renseignements recueillis lors de l'inspection, il apparaît que l'exploitant ne met pas en œuvre de CFC ou HCFC au sein de ses installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site restant, à ce jour, soumis à déclaration sous la rubrique 1185 dans l'attente d'informations de l'exploitant susceptibles de remettre en cause ce positionnement repris dans l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020, l'exploitant doit tenir un inventaire conforme aux dispositions mentionnées au présent point.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas d'un tel inventaire, même si les informations nécessaires à son élaboration semblent disponibles.</p> <p>Il lui appartient de rédiger ce document et de mettre à jour au fur et à mesure des évolutions du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.</p> <p>[...]</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le</p>

cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : L'inspection rappelle les échéances ci-dessus, dans la mesure où du R404a est utilisé au sein de la machine à glace n°116808 de l'unité 1 (charge totale 4 kg, 15,7 teq.CO ₂) La recharge de 0,57 kg effectuée le 04/02/2025 par la société SOREMA concerne du fluide régénéré au vu du CERFA délivré à l'issue de cette opération.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mélanges HFC/HFO

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Aux fins du présent règlement, on entend par : «hydrofluorocarbones» ou «HFC» : les substances inscrites à la section 1 de l'annexe I, ou des mélanges contenant l'une de ces substances ;
Constats : Le site est concerné par la présence de R452A (machines à glace ZBE1200 n°213582 et n°224137). Ce fluide est à considérer comme un HFC (inclusion dans l'inventaire , contrôles d'étanchéité périodiques, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO ₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un contrôle d'étanchéité pour les

équipements concernés, lors de leur mise en service, en l'absence de CERFA disponible au-delà de la durée d'archivage de 5 ans (absence d'équipement de moins de 5 ans au vu des constats effectués). Toutefois il peut justifier que de tels contrôles sont intervenus postérieurement. L'inspection rappelle cette obligation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

Constats :

La société AXIMA effectuant les opérations de manipulation des fluides n'a pas fait systématiquement contresigner les fiches d'intervention qu'elle a établi pour le compte de l'exploitant, détenteur des équipements.

L'exploitant et l'opérateur doivent en outre veiller à respecter une durée d'archivage de 5 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:

a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;

b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;

<p>c) la quantité de gaz récupérée;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un tel registre. Il dispose des fiches d'intervention. La tenue d'un dossier recensant la totalité des fiches d'intervention permettrait à l'équipement de se conformer à l'obligation de registre, cependant le classement des fiches n'apparaît pas satisfaisant (absence de dossier unique).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Contenu des fiches d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (4) comme fiche d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme sur les fiches présentées (période 2023-2025).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français. L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne. Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.
Constats : L'exploitant, détenteur des équipements, fait appel à des opérateurs agréés dont les attestations sont en cours de validité : - société AXIMA (attestation 12230) ; - société SOREMA (attestation 12114).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante: a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la

<p>section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>Les échéances des contrôles d'étanchéité sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - VRV Hitachi Bureau 41505230 (14,4 kg R410A), - VRV Mitsubishi PUHY-P400YHM-A (19,2 kg R410A), - VRV Mitsubishi bureau 9ZW04391 (19,2 kg R410A), - CLIM RDC Maintenance MXZ-3068VA (2,7 kg R410A), - machine à glace ZBE 1200 224137 (4,5 kg R452A), - machine à glace ZBE 1200 213582 (5,5 kg R452A) <p>ne sont pas dépassées. Le précédent contrôle des VRV avait été effectué le 14/03/2023, plus d'un avant avant le contrôle en vigueur, réalisé le 27/11/2024.</p> <p>Le dernier contrôle d'étanchéité réalisé sur la machine à glace ZBE 1200 n°116808 (4 kg R404A) a été effectué le 4/02/2025. Toutefois celui-ci fait suite à une réparation, et n'a pas été suivi d'un nouveau contrôle dans un délai compris entre 24h et 1 mois (voir point de contrôle n°14 "délai de réparation des fuites").</p> <p>Le dernier contrôle d'étanchéité sur la centrale 2015 (125 kg R134A) a été effectué le 26/02/2024 et aurait dû être renouvelé (périodicité 6 mois).</p> <p>L'exploitant doit veiller au respect de la périodicité réglementaire des contrôles (cf. également article 4 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés). Le non respect de cette périodicité peut être sanctionné par une contravention de 5e classe par équipement non conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Prévention des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée :

<p>3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme au vu des fiches d'intervention consultées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Délai de réparation des fuites

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.</p> <p>Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle effectué le 08/01/2025 sur la VRV Mitsubishi PUHY-P400YHM-A après réparation n'a pas été suivi d'un nouveau contrôle d'étanchéité entre 24H et 1 mois suivant cette réparation. L'exploitant doit prendre attache auprès de l'opérateur agréé AXIMA fin de remédier à cette situation.</p> <p>Au même titre, la situation de la machine à glace n°116808 devra être explicitée : fiches d'intervention n° 20636 et 20637 du 4/02/2025 pour un même CERFA, mentionnant une maintenance d'équipement avec recharge de 0,57 kg et contrôle d'étanchéité périodique. L'exploitant devra prendre attache avec l'opérateur agréé (SOREMA) afin de clarifier cette situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 15 : Système de détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. [...] 3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Non concerné. L'exploitant ne dispose pas d'équipement contenant plus de 500 teqCO2 de fluide au vu de fiches d'intervention consultées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Système de détection de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.

L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

III.-Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :

- a) La pression ;
- b) La température ;
- c) Le courant du compresseur ;
- d) Les niveaux de liquides ;
- e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV.-Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Constats :

L'exploitant doit effectuer les contrôles d'étanchéité de la centrale 2015 à périodicité semestrielle, en l'absence de système de détection de fuite.

Cette périodicité n'est pas respectée (voir point de contrôle n°12 "contrôle périodique des équipements").

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : Conforme au vu des fiches d'intervention consultées. L'inspection rappelle cette disposition réglementaire à l'exploitant ; l'obligation de déclaration concerne les émissions de plus de 100 kg sur une année pour les HFC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : Conforme au vu des fiches d'intervention consultées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes: a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés

<p>ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>La centrale 2015 ne comporte pas d'indication du tonnage en équivalent CO₂. Sur les équipements présents en toiture (VRV), cette indication est partiellement effacée. L'exploitant devra restaurer la conformité des marquages y compris sur les machines à glace et transmettre les justificatifs correspondants (photographie...)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 20 : Marque de contrôle d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vignette apposée sur la centrale 2015 porte la mention du contrôle et non la date limite de validité de celui-ci.</p> <p>L'exploitant devra prendre attache auprès d'AXIMA afin de remédier à cette situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 21 : Marque de défaut d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

La vignette jaunie apposée sur la VRV Mitsubishi bureau 9ZW04391 mentionne un équipement non étanche au 26 ?/11/.. sans mention de l'année. L'opération du 08/01/2025 (fiche n°2025-165022) n'a pas été suivie d'apposition de macaron.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois